DÉCLARATION

A L'OCCASION DU 2e ANNIVERSAIRE DE LA SIGNATURE DES ACCORDS DE GENÈVE DE 1962 SUR LE LAOS

LE COMITÉ CENTRAL DU NEO LAO HAKSAT

JUILLET — 1964

DÉCLARATION

du

COMITÉ CENTRAL DU NEO LAO HAKSAT A L'OCCASION DU 2e ANNIVERSAIRE DE LA SIGNATURE DES ACCORDS DE GENÈVE DE 1962 SUR LE LAOS

Deux années se sont écoulées depuis la signature des Accords de Genève de 1962 sur le Laos. Au cours de cette période, loin de se stabiliser et d'évoluer dans un sens conforme à la politique de paix et de neutralité consacrée par les Accords, au désir des pays signataires et aux aspirations du peuple Lao tout entier ainsi que des autres peuples du Sud-Est asiatique, la situation au Laos est devenue chaque jour plus tendue et plus grave.

Cette tournure inquiétante des événements a pour origine la politique d'intervention et d'agression sans cesse intensifiées des impérialistes américains. Ces derniers entendent en effet faire du Laos une colonie de type nouveau et une base de guerre américaines dans le Sud-Est asiatique. N'ayant pu y parvenir par les moyens militaires ils ont dû, il y a deux ans, accepter provisoirement une solution pacifique à la Conférence de Genève de 1961 - 1962 sur le Laos pour ensuite chercher par de nouvelles manœuvres perfides à réaliser coûte que coûte les mêmes visées.

Au cours des deux dernières années, les Etats-Unis ont mis en œuvre leur politique d'intervention et d'agression pas à pas, tantôt secrètement, tantôt ouvertement, soit par le truchement de leurs agents, soit directement sans aucun intermédiaire, par des manœuvres économiques et politiques combinées avec le recours à la force, et par une collusion avec des pays individuels ou une collusion collective avec leurs alliés et satellites, l'objectif étant d'abolir complètement les Accords de Genève de 1962 et les accords tripartites conclus à Zurich en 1961 et à la Plaine des Jarres en 1962, de torpiller à fond la politique de paix et de neutralité et le Gouvernement d'Union nationale tripartite et de rallumer la guerre au Laos.

Dès le lendemain de la signature des Accords, les impérialistes américains ont délibérément violé les Articles 2 et 4 du Protocole de Genève prévoyant le retrait total des troupes et du personnel militaire étrangers et interdisant leur entrée au Laos. En apparence, ils retiraient 407 conseillers militaires philippins et 666 sur les 1.500 conseillers militaires américains, soit les 2/5 seulement des effectifs du personnel militaire étranger introduit au Laos ; en fait le personnel en question était dirigé sur la Thailande et le Sud Viet-Nam pour être ramené secrètement aux frontières du Laos où il poursuivait ses activités militaires. Par ailleurs des centaines de militaires des Etats-Unis et de leurs satellites étaient clandestinement laissés dans le pays au sein d'organisations paramilitaires déguisées comme la compagnie « AIR AMERICA », l'« USAID », l'« USIS » à Vientiane, des troupes thailandaises et sud-vietnamiennes et des débris des

troupes de Tchang Kai Check étaient intégrés par milliers dans les différents services et unités militaires de la partie de Savannakhet. Par la suite, les Etats-Unis introduisaient clandestinement au Laos des centaines de conseillers militaires et des milliers de soldats thailandais et sud-vietnamiens. Sous l'enseigne d'aide économique, ils continuaient à fournir une aide militaire séparée à la partie de Savannakhet pour accroître ses forces militaires. Dollars, armements et conseillers militaires américains arrivaient à flots. La partie de Savannakhet recevait une aide active dans la construction des dépôts, des aérodromes, des bases militaires secrètes ainsi que dans l'organisation et l'instruction des troupes, des bandits et des commandos. Moins d'une année après la signature des Accords de Genève de 1962 sur le Laos, ses forces armées consolidées voyaient leurs effectifs portés de 30.000 à plus de 60.000 hommes.

Pour camoufler leur sabotage continu des Accords de Genève, les Etats-Unis et leurs agents mettaient tout en œuvre pour présenter la situation sous un faux jour, prétendant calomnieusement que le Neo Lao Haksat « aurait violé le cessez-le-feu » et que « la République Démocratique du Viet-Nam n'aurait pas retiré toutes ses troupes du Laos ». Dans le même but, ils ne cessaient de réclamer pour la Commission internationale de Surveillance et de Contrôle au Laos pleine « liberté d'action » et « de mouvement » en l'absence de tout accord donné par le Gouvernement d'Union nationale sur la base de l'unanimité des trois parties. C'était là une tentative en contravention de l'esprit et de la lettre des Accords de Genève de 1962

sur le Laos d'étendre les pouvoirs et les activités de la Commission internationale, et de la transformer en une organisation supra-nationale appelée à servir d'instrument à la politique américaine d'intervention et d'agression au Laos. Cette manœuvre avait été poursuivie par les impérialistes américains dès le temps où la Conférence de Genève de 1961 - 1962 poursuivait encore ses travaux. En exécution des plans américains, la partie de Savannakhet et la Délégation canadienne à la Commission internationale prenaient des actions unilatérales au mépris du principe de « réciprocité » ; elles demandaient des enquêtes dans de nombreuses localités de la zone sous le contrôle du Neo Lao Haksat, tout en éludant ou rejetant de propos délibéré les demandes d'enquête du Neo Lao Haksat pourtant appuyées par d'abondantes preuves concernant les violations qu'avaient commises les Etats-Unis et leurs agents.

Tout en se livrant aux actes sus-mentionnés de sabotage des Accords de Genève, les Etats-Unis incitaient leurs agents à ne pas transférer au Gouvernement d'Union nationale tripartite l'appareil d'Etat à l'échelon central et à conserver intacte la machine administrative de l'ancien gouvernement Boun-Oum. En conséquence, les Ministres et Secrétaires d'Etat de la partie neutraliste et du Neo Lao Haksat et S.A. le Prince Souvanna Phouma lui-même n'avaient aucun pouvoir effectif. La partie de Savannakhet contrôlait en fait les travaux du Gouvernement d'Union nationale tripartite et entravait et torpillait la mise en œuvre de son programme politique.

Suivant les plans américains, tout en poursuivant pour la forme les négociations, elle mettait tout en œuvre pour empêcher l'unification de l'armée, de la police et de l'administration, unification que les trois parties avaient décidée d'un commun accord dans le communiqué conjoint du 27 Novembre 1962. Par des manœuvres politiques combinées avec des manœuvres économiques, les Etats-Unis s'employaient à semer la division dans les rangs des neutralistes, à gagner le Prince Souvanna Phouma et à orienter ses activités dans le sens du sabotage du principe de l'unanimité des trois parties, base juridique de l'organisation et du fonctionnement du Gouvernement d'Union nationale, leur perfide objectif étant d'entraver et de contrôler les activités du gouvernement, de saboter la concorde nationale et de torpiller la politique de paix et de neutralité du Laos.

Par toutes ces actions, les impérialistes américains foulaient aux pieds les accords tripartites et les Accords de Genève de 1962 sur le Laos et s'ingéraient dans les affaires intérieures du Laos sous des formes aussi perfides qu'impudentes. Ils entendaient de cette façon, aider la partie de Savannakhet à restaurer, à consolider et à accroître ses forces politiques et militaires en préparation d'une intensification des manœuvres de sabotage au cours de périodes subséquentes.

Dans le même temps, le Neo Lao Haksat et les forces patriotiques ensemble avec le peuple Lao tout entier menaient une lutte persévérante sous différentes formes pour mettre un frein aux activités de sape des Etats-Unis et de leurs agents, sauvegarder le Gou-

vernement d'Union nationale et préserver les accords tripartites et les Accords de Genève de 1962 sur le Laos. Leurs patients efforts permirent d'aboutir à un certain nombre d'accords entre les parties intéressées au sujet de l'unification de l'armée et de la police, et d'amener le Gouvernement d'Union nationale à établir des relations diplomatiques avec des voisins du Laos et certains autres pays. Cette lutte bénéficiait du chaleureux soutien du peuple Lao tout entier et des peuples épris de paix dans le monde. Dans cette période, l'influence et le prestige du Gouvernement d'Union nationale s'étaient trouvés rehaussés.

Une telle situation ne laissait pas d'inquiéter les impérialistes américains et leurs agents. C'est pourquoi, après avoir préparé des forces, ces derniers firent un nouveau pas en avant en recourant à la violence dans leurs menées de sabotage. Par des assassinats politiques et par des attaques militaires d'envergure contre les zones sous le contrôle des forces patriotiques Lao, ils inaugurèrent au Laos une période de tension accrue.

Cette période commençait avec l'assassinat, le 1er Avril 1963, du Ministre des Affaires Etrangères Quinim Pholséna et l'offensive militaire d'envergure lancée contre la région de la Plaine des Jarres et de Xieng Khouang au début d'Avril 1963.

L'assassinat du Ministre des Affaires Étrangères Quinim Pholséna — l'un des leaders éminents de la partie neutraliste, un farouche combattant de la paix et de la neutralité du Laos — fut une lâche action des impérialistes américains et de leurs agents, dirigée, d'une part, contre le Gouvernement d'Union nationale

tripartite dont ils essayaient de torpiller la politique extérieure positive de l'époque et, d'autre part, contre le noyau de la partie neutraliste qu'ils visaient à entraîner et à diviser ; leur but étant de détruire le principe de l'unanimité tripartite, de paralyser les activités du Gouvernement d'Union nationale et de créer des conditions permettant aux agents des États-Unis d'établir leur mainmise sur ledit gouvernement et rendant possible une intervention américaine plus ouverte et plus directe au Laos. Par la suite, les Etats-Unis et leurs agents perpétraient une série d'assassinats et faisaient arrêter, torturer et liquider secrètement de nombreux officiers et fonctionnaires de la partie neutraliste à Vientiane et à Xieng Khouang. La police et les agents secrets de la « Direction nationale de coordination » du général Siho Lanphouthacoul régnaient en maîtres à Vientiane, procédaient ouvertement à des perquisitions dans les services du Gouvernement d'Union nationale et créaient la plus grande confusion dans la ville. L'ordre et la sécurité n'y étaient pas assurés, la vie des membres du gouvernement était gravement menacée. Les Ministres et Secrétaires d'État du Neo Lao Haksat et un certain nombre de Ministres et Secrétaires d'État neutralistes durent ainsi quitter provisoirement la capitale pour avoir la possibilité de poursuivre leur travail en sécurité et de maintenir le fonctionnement et la structure d'organisation du Gouvernement d'Union nationale.

L'attaque d'empiètement d'envergure lancée contre la région de la Plaine des Jarres et de Xieng Khouang constitue une grave violation de l'ordre de cessez-le-

feu donné le 24 Juin 1962 par le Gouvernement d'Union nationale et qui a fait l'objet d'un accord unanime des trois parties. A la faveur des vacillations du Prince Souvanna Phouma et de connivence avec les réactionnaires dans les rangs des troupes du général KongLé, la partie de Savannakhet y fit entrer plus de 6.000 hommes de troupe bien équipés, soit deux groupements mobiles et un groupement tactique de maquis, ainsi que des milliers de bandits et de commandos sous le commandement de conseillers militaires américains, thailandais et sud-vietnamiens pour y attaquer et occuper d'importantes positions du Neo Lao Haksat et des forces neutralistes patriotiques.

Pour accroître les forces de la partie de droite pro-américaine et celles des réactionnaires dans les rangs des troupes du général KongLé, les impérialistes américains, au mépris des Accords de Genève de 1962, introduisaient ouvertement au Laos de grandes quantités d'armements, d'avions militaires et d'autre matériel de guerre. Des avions américains partis de bases en Thailande et au Sud Viet-Nam amenaient quotidiennement des flots d'armes, de munitions, d'équipements militaires et de troupes dans la région de la Plaine des Jarres et de Xieng Khouang. Les Etats-Unis prétendaient, en guise de justification, que cette action était prise sur la demande du Prince Souvanna Phouma. Ils avaient même le front d'affirmer qu'elle était conforme aux Accords de Genève de 1962 sur le Laos. Mais de fait, la prétendue « demande du Prince Souvanna Phouma » n'était qu'une action de ce dernier abusant de sa capacité de Premier Ministre pour couvrir les agissements américains, le

Gouvernement d'Union nationale tripartite n'ayant jamais discuté de l'introduction d'armements étrangers au Laos ni pris de décision à cet effet. Dans ces conditions, l'introduction ouverte d'armements américains constitue une atteinte à la souveraineté du Laos tout autant qu'une flagrante violation des Accords de Genève de 1962.

Suivant les plans américains, en Juin 1963, le général Phoumi Nosavan envoyait ses troupes occuper unilatéralement Séno, une base militaire française au Bas-Laos que le Gouvernement français s'apprêtait à transférer au Gouvernement d'Union nationale tripartite Lao conformément aux dispositions des Accords de Genève de 1962 sur le Laos. Séno était par la suite utilisée comme base de départ d'avions américains effectuant régulièrement le transport des troupes, le ravitaillement en armes et munitions des unités de la partie de droite et le parachutage de bandits et de commandos sur les zones sous le contrôle du Neo Lao Haksat. Des travaux étaient également entrepris pour en faire une base de guerre américaine dans le Sud indochinois.

Alors que la grande attaque d'empiètement dans la région de la Plaine des Jarres et de Xieng Khouang se poursuivait encore, les Etats-Unis et leurs agents montèrent la provocation militaire du 9 Septembre 1963 à Vientiane. Leur but était de torpiller les pourparlers que S.E. Phoumi Vongvichit, Ministre de l'Information et de la Propagande du Gouvernement d'Union nationale Lao, représentant S.A. le Prince Souphanouvong, menait avec S.A. le Prince Souvanna

Phouma sur un certain nombre de questions concernant les deux parties en vue de créer des conditions permettant la reprise des activités normales du Gouvernement d'Union nationale. Par ailleurs, les attaques d'empiètement se multipliaient contre les zones sous le contrôle du Neo Lao Haksat et des forces neutralistes patriotiques. De Novembre 1963 à Février 1964, la partie de Savannakhet, de connivence avec les réactionnaires dans les rangs des troupes du général KongLé, mettait en action 13 bataillons réguliers appartenant à 4 groupements mobiles sous le commandement de conseillers militaires américains, thailandais et sud-vietnamiens en vue d'attaquer la région de Khamkeut — Laksao — Nakay — Nhommarat, dans la province de Kham Mouane (Thakhek). Mais cette attaque d'empiètement échoua.

Pour consolider leurs arrières et piller les ressources humaines, financières et matérielles en vue des activités militaires, les Etats-Unis et la partie de Savannakhet lancèrent en succession rapide de nombreuses opérations de « nettoyage » dans les provinces de Sayaboury, Vientiane, Savannakhet, Saravane, Attopeu, Champassak... Depuis la formation du Gouvernement d'Union nationale tripartite, on a compté en moyenne chaque mois une vingtaine d'opérations engageant des forces d'une ou deux compagnies à deux ou trois bataillons et se prolongeant d'une à trois ou quatre semaines. Certaines étaient même menées avec la participation de commandos sud-vietnamiens. Toutes étaient marquées par des massacres impitoyables et des destructions de villages, de récoltes et de bétail.

Parallèlement aux activités de sabotage susmentionnées, les Etats-Unis s'employaient à faire de la Commission internationale un instrument de leur politique d'intervention et d'agression au Laos. Mettant à profit la majorité illégale à la Commission et les actions du Prince Souvanna Phouma abusant de sa capacité de Premier Ministre pour agir sans l'accord unanime des trois parties au sein du Gouvernement d'Union nationale Lao, ils cherchaient à détruire les principes de travail de la Commission internationale et les dispositions des Accords de Genève de 1962 concernant ses tâches et fonctions, donnant ainsi à ses activités une tournure anormale. S'associant aux menées américaines, le 17 Mai 1963, les délégués indien et canadien à la Commission soumirent aux Co-Présidents de la Conférence de Genève un rapport majoritaire où la situation au Laos était présentée sous un faux jour et où la Délégation polonaise se voyait même refuser le droit d'inclure ses vues. En dépit des protestations du Neo Lao Haksat et de la Délégation polonaise, les délégués indien et canadien mirent sur pied à la fin d'Avril 1963 une « équipe permanente » à Muong Phan (Plaine des Jarres) composée uniquement des délégués indien et canadien ; par ailleurs, des équipes d'inspection composées uniquement de délégués indiens et canadiens étaient envoyées à Attopeu (Mai 1963) et à la ville de Thakhek (Mars 1964) pour recueillir des « documents fabriqués » calomniant le Neo Lao Haksat et la République Démocratique du Viet-Nam, couvrant ainsi les activités de sape des Etats-Unis et de leurs agents.

Au mépris des Accords de Genève de 1962, les impérialistes américains continuaient d'utiliser le territoire de la Thailande et du Sud Viet-Nam comme tremplin d'intervention au Laos. Partis de bases aériennes situées en Thailande et au Sud Viet-Nam, des avions américains effectuaient régulièrement des vols de ravitaillement au profit des troupes, des bandits et des commandos de la partie de Savannakhet ainsi que des reconnaissances et des parachutages de commandos et d'agents secrets sur les régions contrôlées par le Neo Lao Haksat. Des unités régulières et des groupes de bandits et de commandos ainsi que des centaines d'officiers de la partie de Savannakhet étaient envoyés en Thailande et au Sud Viet-Nam aux fins d'instruction. De Thailande et du Sud Viet-Nam, le personnel militaire thailandais et sud-vietnamien et des débris des troupes de Tchang Kai Check s'infiltraient continuellement au Laos. Les autorités thailandaises ne cessaient de tenir des propos calomnieux et provocateurs vis-à-vis du Neo Lao Haksat. Conformément à la politique américaine, le général Phoumi Nosavan et le général Nguyen Khanh, se rencontrant à Dalat en Mars 1964, formaient secrètement une alliance militaire et discutaient de plans d'extension des activités militaires combinées le long des frontières entre le Laos, le Sud Viet-Nam et le Cambodge. En exécution de ces plans, le général Phoumi Nosavan donnait aux troupes sud-vietnamiennes le droit d'étendre les activités de sape en territoire Lao. Par ailleurs, les impérialistes américains et leurs satellites s'obstinaient à maintenir le Laos sous « l'ombrelle protectrice » de l'OTASE en

vue d'y intensifier l'intervention. L'OTASE tenait de nombreuses réunions pour discuter illégalement du problème Lao, proférait des menaces tapageuses d'user de la force et organisait maintes grandes manœuvres en Thailande à proximité des frontières Lao en guise d'appui aux agents des Etats-Unis au Laos et de provocation et d'intimidation vis-à-vis des forces patriotiques Lao.

Toutes ces menées et tous ces actes de sabotage des impérialistes américains et de leurs agents créaient au Laos une tension sans cesse accrue. Les Accords de Genève de 1962 sur le Laos étaient gravement violés, les activités du Gouvernement d'Union nationale tripartite complètement paralysées.

Toutefois, les impérialistes américains et leurs agents se heurtaient à une farouche résistance de la part des forces patriotiques Lao. Leurs attaques militaires d'empiètement sur les zones sous le contrôle du Neo Lao Haksat et des forces neutralistes patriotiques échouaient les unes après les autres. Dans les régions sous le contrôle de la partie de Savannakhet, la population se levait et menait une lutte persévérante sous différentes formes contre les nettoyages et pour la défense de sa vie, de ses biens et de ses villages.

Enragés par leurs piteuses défaites répétées au Laos, au Sud Viet-Nam et dans d'autres parties du Sud-Est asiatique, les impérialistes américains se démènent frénétiquement comme une bête prise au piège. Ils passent à une action plus osée en organisant un coup d'Etat militaire à Vientiane et en se lançant dans une intervention armée directe au Laos

par des raids aériens. La situation au Laos entre ainsi dans une phase des plus dangereuses avec la menace d'une nouvelle guerre à l'échelle nationale.

Cette période commença avec le putsch de Vientiane survenu le 19 Avril 1964, un jour après l'échec de la rencontre au sommet tripartite à la Plaine des Jarres, lequel avait eu pour cause le refus du général Phoumi Nosavan, chef de la partie de droite pro-américaine, d'accepter la neutralisation de Luang Prabang appelé à servir de siège temporaire au Gouvernement d'Union nationale avant la neutralisation de Vientiane qui devait lui assurer la sécurité nécessaire à son fonctionnement normal comme avant le 1er Avril 1963. Les impérialistes américains ont recouru à la manœuvre du « malfaiteur qui se cache » et du « voleur qui crie au voleur ». A en croire les affirmations du Département d'Etat, les Etats-Unis seraient contre le coup d'Etat. Mais en réalité, c'est précisément eux qui l'ont organisé par la main du groupe Kouprasith Abhay — Siho Lanphouthacoul, l'aile extrême droite absolument dévouée à leur cause. Ce groupe a mis sur pied un soi-disant « Comité révolutionnaire », s'est emparé du pouvoir à Vientiane, a déclaré renverser le Gouvernement d'Union nationale tripartite. Le coup d'Etat a immédiatement fait l'objet de vigoureuses condamnations et protestations de la part de larges sections de l'opinion publique du pays et à l'étranger. Le 23 Avril 1964, Sa Majesté le Roi du Laos a sévèrement critiqué ses auteurs. Le 24 Avril 1964, le Prince Souphanouvong, en sa qualité de Vice-Premier Ministre du Gouvernement d'Union nationale Lao et de Président du Neo Lao Haksat, a envoyé une note

aux Co-Présidents et aux gouvernements des pays membres de la Conférence de Genève de 1961-1962 sur le Laos, dénonçant le coup d'Etat et tenant les Etats-Unis et la partie pro-américaine au Laos pour entièrement responsables du putsch comme de ses conséquences. Des dizaines de milliers d'habitants des provinces du Haut, Moyen et Bas-Laos ont tenu des meetings et manifestations pour dénoncer et condamner le coup d'Etat militaire du 19 Avril à Vientiane. Le 20 Avril 1964, le Gouvernement soviétique publia un projet de note des Co-Présidents de la Conférence de Genève de 1961-1962 protestant contre le putsch. Le 21 Avril 1964, le Prince Norodom Sihanouk, Chef de l'Etat du Cambodge, souligna que les paroles hypocrites des Etats-Unis étaient destinées à cacher leur responsabilité dans le coup. Le 21 et le 22 Avril 1964, le Ministère des Affaires Etrangères de la République Démocratique du Viet-Nam et celui de la République Populaire de Chine publièrent des déclarations condamnant sévèrement le putsch. Les Gouvernements polonais, français, indien, etc..., se sont également élevés contre le coup. Le 1er Mai 1964, les Co-Présidents de la Conférence de Genève de 1961-1962 sur le Laos envoyaient au Gouvernement d'Union nationale Lao et aux gouvernements des pays membres de la Conférence une lettre condamnant le coup d'Etat du 19 Avril 1964 et espéraient que « ceux qui se sont dressés contre les Accords de Genève et le Gouvernement de coalition cesseront immédiatement leurs actions illégales ». Devant cette vague de protestations au Laos et dans le monde, les Etats-Unis et les auteurs du coup d'Etat militaire ont recouru à une

manœuvre plus perfide et plus machiavélique. Aux fins de donner le change à l'opinion publique, le soi-disant «Comité révolutionnaire» déclarait restituer les pouvoirs au Prince Souvanna Phouma. Mais d'un autre côté, il exigeait un «remaniement et un élargissement» du gouvernement et s'arrogeait le droit de choisir ses membres. Il avait même le front de déclarer qu'il «continuera à suivre de près les activités du gouvernement» jusqu'à ce qu'il ait atteint ses objectifs, et qu'il «continuera à prendre en mains les pouvoirs tant que le chef du gouvernement n'aurait pas encore consolidé le nouveau gouvernement suivant leurs exigences». Dans le même temps, la junte militaire faisait régner à Vientiane un féroce régime de terreur. Suivant les plans américains, dès le début, elle mettait le Prince Souvanna Phouma en résidence surveillée, puis alliant la pression et l'intimidation à la persuasion, il le contraignait à user de sa qualité de Premier Ministre pour procéder à un prétendu «remaniement du gouvernement». Capitulant devant la pression des Etats-Unis et de la junte militaire, le Prince Souvanna Phouma accepta leurs exigences et accomplit cet acte aussi illégal que honteux en procédant au «remaniement du gouvernement». Par la suite, il donna son accord à la «fusion de la partie neutraliste et de la partie de droite» et alla jusqu'à déclarer que désormais il représenterait les deux parties à la fois. Cette «fusion» qui est en essence une manœuvre permettant aux Etats-Unis et à la partie pro-américaine d'annexer la partie neutraliste vise principalement à détruire la base juridique des accords tripartites conclus à Zurich en 1961 et à la Plaine des

Jarres en 1962. Après avoir contraint le Prince Souvanna Phouma à «remanier le gouvernement», la junte militaire déclara dissoudre le «Comité révolutionnaire» et remettre les pouvoirs au «gouvernement remanié» dans le but de leurrer l'opinion. En fait, après l'éviction illégale des Ministres et Secrétaires d'Etat Neo Lao Haksat et neutralistes patriotes et leur remplacement par des éléments à la solde des Etats-Unis, le Gouvernement d'Union nationale tripartite a été complètement torpillé. Le «gouvernement remanié» que préside actuellement le Prince Souvanna Phouma ne repose sur aucun fondement juridique et est dénué de toute valeur. Maints représentants diplomatiques à Vientiane ont, sous une forme ou sous une autre, montré qu'ils ne reconnaissent ni ce «remaniement du gouvernement», ni les personnes introduites par la junte militaire pour remplacer les Ministres et Secrétaires d'Etat Neo Lao Haksat et neutraliste. A l'heure actuelle, le Prince Souvanna Phouma n'est que le «premier ministre nominal» du «gouvernement remanié» de Vientiane dominé et dirigé par la partie de droite pro-américaine et la junte militaire. Les pouvoirs réels sont entre les mains d'un organisme composé de cinq commissions: Intérieur, Affaires Etrangères, Militaire, Economique et Financière, Culturelle et Sociale, dont les membres sont en quasi-totalité des éléments de droite à la solde des Etats-Unis. Quant à la «liberté de parole» et à la «liberté d'action» du Prince Souvana Phouma que les Etats-Unis et leurs agents s'appliquent à montrer sous un savant maquillage, c'est tout simplement la «liberté de parler» et «d'agir» sur leurs ordres et au service

de leurs intérêts sordides. Il en est de même pour le cas du général KongLé ; après la « fusion de la partie neutraliste et de la partie de droite », de commandant en chef des forces neutralistes, il est devenu commandant d'une région sous les ordres de l'état-major de la partie de droite pro-américaine. De fait, les troupes placées sous son commandement sont aussi devenues un appendice des forces armées de la droite pro-américaine.

Cette grave tournure des événements a eu sa conséquence naturelle : les impétueux soulèvements d'un certain nombre d'unités des forces neutralistes patriotiques à la Plaine des Jarres, le 16 Mai 1964. Les unités neutralistes patriotiques des forces du général KongLé se sont levées les unes après les autres contre le coup d'Etat militaire du 19 Avril, contre les visées d'annexion que les Etats-Unis et la partie de droite pro-américaine entretiennent vis-à-vis des forces neutralistes et contre les opérations d'empiètement menées par les troupes de droite depuis l'ordre de cessez-le-feu dans tout le pays lancé le 24 Juin 1962. C'est là une juste lutte des neutralistes patriotes pour sauvegarder les conquêtes de ces dernières années, préserver le Gouvernement d'Union nationale tripartite et défendre la politique de paix et de neutralité du Laos. C'est aussi une affaire intérieure de la partie neutraliste. Cette lutte a reçu le chaleureux soutien du peuple Lao. Dans toutes les régions, la population a tenu meetings sur meetings pour acclamer les soulèvements du 16 Mai 1964 des forces neutralistes patriotiques. Mais sous la pression des Etats-Unis et de leurs agents, le Prince Souvanna Phouma loin de reconnaître cette vérité, s'est appliqué à déformer les faits, prétendant calomnieusement que le « Neo Lao Haksat aurait attaqué les forces neutralistes ». Une telle action ne fait qu'accroître la tension au Laos et créer de nouvelles conditions propices aux activités de sape des Etats-Unis et de leurs agents. La vérité c'est qu'à l'heure actuelle les neutralistes patriotes sont devenus une grande et importante force politique ; eux seuls représentent les forces neutralistes authentiques ; quant au Prince Souvana Phouma et à ceux qui le suivent, ils ont perdu toute qualité pour représenter la partie neutraliste, ayant trahi la politique de paix et de neutralité et les intérêts de cette partie.

Afin de faire face au puissant essor de la lutte des forces patriotiques Lao pour le maintien du Gouvernement d'Union nationale et la sauvegarde des Accords de Genève de 1962 sur le Laos et d'épargner à leurs agents de nouvelles défaites, les impérialistes américains se sont lancés dans une intervention armée directe au Laos en y envoyant ouvertement ses bombardiers et ses avions à réaction pour des reconnaissances, des bombardements et des mitraillades. Encore une fois, le Prince Souvanna Phouma a toléré et couvert ces agissements absolument illicites et extrêmement dangereux des Etats-Unis. A partir de mi-mai 1964, des avions américains pilotés par des Américains et des Thailandais et partant de porte-avions de la 7ème Flotte croisant dans la Mer de Chine ou de bases aériennes américaines en Thailande, au Sud Viet-Nam et aux Philippines ont lancé raids sur raids au Laos larguant des bombes explosives, des bombes au napalm, des rockets et même épandu des produits

toxiques, massacrant hommes et bétail et détruisant villages et centres urbains. De mi-mai à mi-juin 1964, les avions américains ont accompli plus de 200 sorties au-dessus du territoire Lao. Les plus graves étaient les bombardements du 7 au 11 et du 20 Juin 1964 sur Xieng Khouang, Phonsavan et surtout Khangkhay, un centre politique du Laos, où des services du Neo Lao Haksat et le siège de la Représentation économique et culturelle de la République Populaire de Chine étaient détruits. Faisant fi de l'opinion mondiale, des Accords de Genève de 1962 sur le Laos et du droit des gens, le Département d'Etat américain a déclaré avec une impudence extrême que les Etats-Unis poursuivront ces vols criminels « tant qu'ils s'avéreront encore nécessaires ».

Au moment où les Etats-Unis commençaient à entreprendre des vols de reconnaissance et des bombardements, leurs agents ont envoyé sur leurs ordres des unités armées encercler les 17 et 18 Mai 1964 le siège de la Délégation polonaise à la Commission internationale. C'est là un acte hostile face à la correcte attitude de cette dernière qui a défendu avec persévérance les Accords de Genève de 1962 sur le Laos, attitude qui constitue aux yeux des Etats-Unis et de leurs agents un obstacle à leur sabotage des Accords. Cette provocation vis-à-vis de la Délégation polonaise constitue une flagrante violation des Accords de Genève de 1962 sur le Laos et une grossière atteinte aux principes les plus élémentaires du droit international ; elle a mis la Délégation polonaise dans l'impossibilité d'accomplir normalement sa mission et paralysé les activités de la Commission internationale. Le même jour (17 Mai), les agents des Etats-Unis ont envoyé leurs forces armées encercler l'Ambassade de la République Démocratique du Viet-Nam à Vientiane dont plusieurs fonctionnaires furent arrêtés, brutalisés et gardés en détention pendant plusieurs jours. Ce n'est pas la première fois mais déjà la troisième fois en près d'un an que la même ambassade fut l'objet d'une telle mesure. Ces provocations répétées au mépris du droit international partent de la volonté délibérée de saper les relations de bon voisinage entre les deux pays et l'amitié entre les deux peuples Lao et vietnamien et ne font que créer de nouvelles complications à la situation actuelle au Laos. Elles constituent des manifestations typiques de l'hostilité dont les Etats-Unis et leurs agents ont de tout temps fait preuve à l'égard d'un certain nombre des pays socialistes, et surtout de la République Démocratique du Viet-Nam, un signataire des Accords de Genève de 1962 sur le Laos qui a constamment affirmé sa bonne volonté dans le respect et l'exécution correcte desdits Accords. La radio et la presse américaines et fantoches ont mené sans répit une campagne de propagande calomnieuse et provocatrice vis-à-vis de la République Démocratique du Viet-Nam. Par ailleurs, l'Administration du Sud Viet-Nam s'est vu donner la possibilité d'utiliser le territoire Lao comme tremplin d'action contre la sécurité de cette dernière.

Parallèlement aux raids aériens de bombardement et de mitraillade, les Etats-Unis et leurs satellites n'ont cessé de vociférer des menaces de guerre tout en mobilisant des forces militaires et préparant des plans d'intervention plus poussée au Laos. Le Département

d'Etat américain a dans un esprit belliciste déclaré que les Etats-Unis « n'excluraient aucune menace, y compris l'action militaire, qui s'avérerait nécessaire au Laos ». Le Ministre thailandais des Affaires étrangères pour sa part a déclaré que la Thailande ne s'opposera pas à l'entrée des troupes américaines sur son sol, comme cela s'est produit en été 1962, « si la situation au Laos l'exige ». L'OTASE a également annoncé qu'elle « viendrait rapidement en aide au Laos » si ce dernier le demande. La conférence des hautes personnalités militaires et diplomatiques américaines tenue à Honolulu en Juin 1964 a inscrit à son ordre du jour l'extension de la guerre d'agression américaine dans le Sud-Est asiatique dont l'intensification de l'intervention au Laos et une décision y a été prise de poursuivre les vols criminels des forces américaines au Laos. Par la suite, l'Administration Johnson a décidé d'accorder la priorité au plan de renforcement du potentiel de guerre américain dans le Sud-Est asiatique englobant différentes armes sur un front s'étendant du Sud Viet-Nam jusqu'en Thailande via le Laos. Des bâtiments de la 7ème Flotte croisent déjà à proximité du Laos et du Sud Viet-Nam. Une force de « marines » américains en état de bataille a été également amenée dans cette zone. Des navires américains ont débarqué en Thailande une grande quantité de matériel militaire lourd. En outre, les Etats-Unis sont en train de construire au Sud Viet-Nam près de la frontière orientale Lao la base aérienne de Tourane destinée aux avions à réaction de gros tonnage et reliée aux autres bases du Sud Viet-Nam et de Thailande. Ces plans aventureux des impérialis-

tes américains au Laos et dans le Sud-Est asiatique constituent une preuve non pas de force mais de faiblesse. Enragés par leurs défaites répétées, ils se sont montrés plus osés. Mais plus leur hystérie aventureuse s'accroît plus ils seront condamnés et isolés et plus grande sera la cadence de leurs échecs.

Parallèlement à ces desseins aventureux, pour sortir de l'isolement et « légaliser » leurs activités de sape, les impérialistes américains se sont employés à entraîner leurs alliés et satellites dans une participation collective aux plans d'intervention et d'agression au Laos. A leur instigation, le Gouvernement indien y a envoyé un corps de santé militaire soi-disant pour « soigner les réfugiés » dans un « esprit de bienfaisance », ce qui revient en essence à y envoyer un personnel militaire étranger pour aider une seule partie — une action contraire aux Accords de Genève de 1962 sur le Laos et incompatible avec les fonctions de Président de la Commission internationale. A la remorque des Etats-Unis, les Gouvernements de l'Australie et du Japon ont accordé des aides financières à la prétendue caisse de « secours aux réfugiés » du Laos, ce qui constitue en fait un soutien matériel aux bandits et commandos organisés et commandés par des Américains, engagés dans des activités de sabotage dans les régions contrôlées par le Neo Lao Haksat. Le Gouvernement britannique, faisant chorus avec les Etats-Unis, a prétendu calomnieusement que « le Neo Lao Haksat aurait attaqué les forces neutralistes » et que « la République Démocratique du Viet-Nam serait intervenue au Laos », en même temps, il a cherché à couvrir et justifier les vols criminels des

forces aériennes américaines au Laos. De connivence avec les Etats-Unis, il a organisé en Juin 1964 les « consultations » de Vientiane entre les représentants d'une minorité de pays ayant participé à la Conférence de Genève de 1961 — 1962 sur le Laos, à savoir les Etats-Unis, la Grande Bretagne, le Canada, la Thaïlande, l'Inde et l'Administration du Sud Viet-Nam. En suivant les Etats-Unis et en abusant de sa qualité de « Co-Président de la Conférence de Genève » pour organiser unilatéralement de sa propre autorité les « consultations » entre six pays à Vientiane sans l'accord du Co-Président soviétique et de tous les 14 pays, la Grande Bretagne a commis une grave violation des Accords de Genève de 1962 sur le Laos, une action absolument incompatible avec ses fonctions de Co-Président. Ces « consultations » illicites constituent une tentative de collusion collective entre les Etats-Unis et certains de leurs alliés et satellites ; elles visent, d'une part, à couvrir et favoriser les activités de sape américaines au Laos par des déformations de faits et des calomnies continuelles à l'égard du Neo Lao Haksat et de la République Démocratique du Viet-Nam, et, d'autre part, à retarder et à éviter la reconvocation de la conférence internationale des 14 pays pour le règlement pacifique du problème Lao. Mais les Etats-Unis ne s'arrêtent pas là. Ils sont en train de préparer l'opinion et de se livrer à de fébriles activités en vue de passer outre aux Accords de Genève et d'entraîner l'ONU à intervenir graduellement dans les affaires intérieures du Laos. Néanmoins, ils ne peuvent pas pour autant éviter l'isolement. En effet, leurs menées se sont heurtées non seulement à l'opposition

des peuples et des gouvernements épris de paix dans le monde mais aussi à la désapprobation et à la réticence d'un grand nombre de leurs alliés. C'est pourquoi plus ils se débattent, plus les Etats-Unis s'enfoncent dans l'isolement, et plus ils sont isolés, plus ils se lancent dans de dangereuses activités.

La situation au Laos s'aggrave chaque jour davantage. Deux ans après la signature des Accords de Genève de 1962 sur le Laos, le sang Lao ne cesse de couler, du fait des bombes et des obus américains. Les impérialistes américains poursuivent toujours leurs vols de reconnaissance, leurs bombardements, leurs mitraillades et leur épandage de produits toxiques au Laos. Avec des plans aussi aventureux que dangereux ils tentent de rallumer les flammes d'une guerre d'agression embrasant l'ensemble du Laos. Les accords de Genève de 1962 sur le Laos sont menacés d'être complètement déchirés ; la politique de paix et de neutralité du Laos est en danger ; une menace sans cesse accrue pèse sur la sécurité de l'Indochine et du Sud-Est asiatique.

La preuve est ainsi faite que ces deux dernières années, les impérialistes américains et leurs agents ont poursuivi, sous tous les rapports, systématiquement et avec une gravité croissante, une politique de sabotage des Accords de Genève de 1962 sur le Laos, politique qui a culminé avec le coup d'Etat militaire du 19 Avril 1964 renversant le Gouvernement d'Union nationale tripartite et avec l'intervention armée directe des Etats-Unis envoyant des avions américains bombarder et mitrailler le territoire Lao.

Le Neo Lao Haksat s'élève avec la plus grande énergie contre la politique américaine d'intervention

et d'agression qui a abouti à un grave sabotage des Accords de Genève de 1962 sur le Laos, accords internationaux garantissant la souveraineté, l'indépendance, la neutralité et la paix de ce pays. Cette politique américaine est à l'origine de toutes les souffrances et de toutes les calamités que le peuple Lao a dû endurer pendant de longues années. Les impérialistes américains et leurs agents doivent seuls assumer l'entière responsabilité des conséquences de leurs actes.

Le Neo Lao Haksat dénonce et condamne énergiquement le putsch du 19 Avril 1964 ; il condamne avec force les décisions et actes que le Prince Souvanna Phouma abusant de son titre de « Premier Ministre » a pris depuis le 19 Avril 1964 et les déclare illicites, nuls et non avenus.

Dans la conjoncture extrêmement dangereuse de l'heure, le Neo Lao Haksat déclare solennellement qu'à l'avenir il luttera résolument et inlassablement comme par le passé pour le strict respect et la correcte exécution des Accords de Genève de 1962 sur le Laos ainsi que des accords de Zurich et de la Plaine des Jarres. Il luttera sans épargner ses forces pour préserver le Gouvernement d'Union nationale, sauvegarder la politique de paix et de neutralité en vue de réaliser la concorde et l'unification nationales.

Le Neo Lao Haksat estime que les parties intéressées au Laos doivent poursuivre les discussions en vue de rechercher une solution pacifique aux problèmes encore pendants sur la base du principe du règlement des affaires intérieures des Lao par les Lao eux-mêmes ; dans l'immédiat, il importe de prendre des sanctions appropriées contre les principaux auteurs du

putsch du 19 Avril 1964 et de restaurer rapidement la composition et la structure d'organisation du Gouvernement d'Union nationale tripartite comme elles existaient avant le 19 Avril 1964.

Le Neo Lao Haksat estime que, face au danger d'une nouvelle guerre à l'échelle nationale provoquée par les impérialistes américains et leurs agents, la mesure la plus urgente et la plus pratique est la reconvocation de la conférence internationale des 14 pays pour trouver un règlement pacifique au problème Lao, et en premier lieu pour stopper net les actes aventureux et bellicistes des impérialistes américains et de leurs agents et remédier à la situation alarmante actuelle. Le Neo Lao Haksat estime que les leaders des trois parties Lao doivent se rencontrer à une date prochaine dans un endroit approprié en vue de préparer d'une manière pratique la représentation des trois parties au sein de la délégation du Laos à cette conférence internationale.

Le Neo Lao Haksat prie humblement Sa Majesté le Roi de daigner user son prestige pour assurer le strict respect de la politique de paix et de neutralité et la correcte exécution des Accords de Genève de 1962 contribuant ainsi à diminuer la tension qui monte actuellement au Laos.

Le Neo Lao Haksat appelle le peuple Lao aussi profondément attaché à la paix qu'indomptable face aux bombes et aux avions des impérialistes américains à qui il a infligé des défaites répétées, à resserrer son union, à renforcer sa détermination dans la lutte, à redoubler de vigilance et à se tenir prêt à porter aux

impérialistes américains et à leurs agents des coups cuisants et à stopper net toutes leurs actions dangereuses et aventureuses.

Le Neo Lao Haksat appelle les forces neutralistes patriotiques à préserver leur unité interne et leur ferme alliance avec le Neo Lao Haksat, à briser toutes les perfides menées de division des impérialistes américains et de leurs agents, à conjuguer leurs efforts avec ceux du peuple tout entier et des autres forces patriotiques dans une lutte irréductible pour préserver leurs conquêtes, sauvegarder le Gouvernement d'Union nationale tripartite, préserver la politique de paix et de neutralité et les Accords de Genève de 1962 sur le Laos.

Le Neo Lao Haksat appelle les parties intéressées au Laos à faire preuve d'attitude positive et constructive à l'égard de la prochaine rencontre des leaders des trois parties en vue de préparer d'une façon pratique la reconvocation de la conférence internationale des 14 pays.

Le Neo Lao Haksat appelle les Co-Présidents et les Gouvernements des pays membres de la Conférence de Genève de 1961 — 1962 sur le Laos à conjuguer leurs actions en vue d'une prompte reconvocation de la conférence internationale des 14 pays pour le règlement pacifique du problème Lao.

Le Neo Lao Haksat appelle les peuples et les gouvernements des pays épris de paix dans le Sud-Est asiatique et dans le monde à condamner sévèrement la politique américaine d'intervention et d'agression au Laos, à soutenir et à encourager avec force la juste lutte du peuple Lao. A cette occasion, le Neo Lao

Haksat tient à exprimer aux gouvernements et aux peuples épris de paix dans le Sud-Est asiatique et dans le monde sa haute appréciation et sa vive reconnaissance, pour leur puissant appui et leur encouragement à la juste lutte du peuple Lao.

Le Neo Lao Haksat exige que le Gouvernement des Etats-Unis cesse immédiatement sa politique d'intervention et d'agression au Laos, et en retire totalement le personnel militaire, les troupes et les armements qui y ont été illicitement introduits ; qu'en premier lieu, il cesse immédiatement les raids aériens de bombardement et de mitraillade et laisse le peuple Lao régler lui-même ses propres affaires.

Le Neo Lao Haksat exige que le Gouvernement britannique cesse de s'ingérer de connivence avec les Etats-Unis dans les affaires intérieures du Laos et fasse honneur à ses responsabilités en tant que partie signataire des Accords de Genève et Co-Président de la Conférence de Genève de 1961 — 1962 sur le Laos.

Le Neo Lao Haksat exige que le Gouvernement de l'Inde cesse de s'associer aux menées américaines, retire immédiatement du Laos le corps de santé militaire indien et remplisse ses obligations en tant que Président de la Commission internationale au Laos.

Le Neo Lao Haksat exige que les délégués de l'Inde et du Canada mettent un terme à leur sabotage des principes d'unanimité au sein de la Commission internationale, organe unifié de la Conférence de Genève de 1961 — 1962 sur le Laos, retirent immédiatement l'illégale « équipe permanente », cessent de déformer les faits au Laos, de tolérer et de couvrir les activités de sabotage des Etats-Unis et de leurs agents, et se

conforment aux stipulations des Accords de Genève de 1962 sur les tâches et fonctions de la Commission internationale.

Le Neo Lao Haksat exige que le Prince Souvanna Phouma renonce à sa position de capitulation et de complicité vis-à-vis des impérialistes américains et de leurs agents au Laos, agisse conformément à la conscience d'un Lao véritable et s'oppose à leurs activités de sabotage. S'il ne revient pas à brève échéance dans le droit chemin, le Prince souillera son nom et son honneur, plus encore, il devra endosser une lourde responsabilité devant l'histoire et devant la nation.

Le Neo Lao Haksat est fermement convaincu qu'avec l'approbation, le soutien et l'encouragement puissant des peuples et des gouvernements des pays épris de paix dans le Sud-Est asiatique et dans le monde, la juste lutte du peuple Lao pour un Laos pacifique, neutre, indépendant, démocratique, unifié et prospère, qui s'avère encore longue et ardue, sera couronnée par une glorieuse victoire. Le peuple Lao ne lutte pas seul. Que les impérialistes américains et leurs agents y regardent à deux fois avant de se précipiter dans le feu. Si dans leur obstination ils s'aventurent à entreprendre de nouvelles actions bellicistes, le peuple Lao et tous les peuples épris de paix dans le Sud-Est asiatique et dans le monde ne leur pardonneront pas.

Samneua, le 23 Juillet 1964.